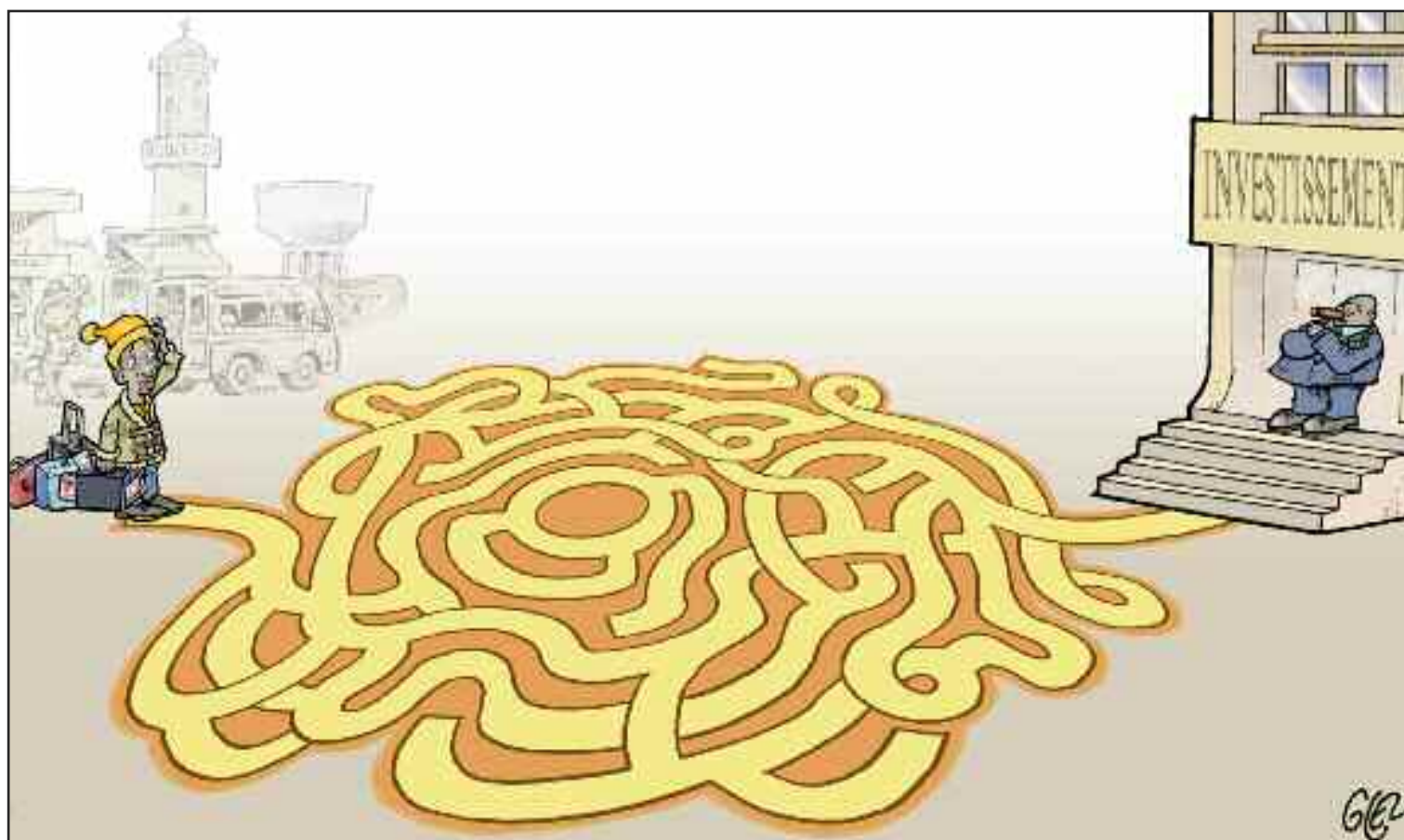




Reporters des frontières

Vers un réseau africain de journalistes, professionnels et citoyens, spécialisés sur les questions migratoires



OSC ET ACTEURS NON ÉTATIQUES

Les leviers pour établir le lien entre migration et développement

Le rôle des acteurs non étatiques dans la formulation des politiques publiques n'est plus à démontrer. Hier comme aujourd'hui, les acteurs non étatiques facilitent, orientent et contrôlent l'action des autorités étatiques. Toutefois, quoi qu'importantes que puissent être leurs actions, de nombreux défis restent encore à relever. Une analyse minutieuse des expériences menées par des structures concernées, directement ou indirectement, par les questions migratoires et de développement a permis de mesurer avec justesse le degré d'efficacité de la participation des acteurs non étatiques dans les politiques publiques.

Au Sénégal, l'alphabétisation a été le socle utilisé par l'**Union pour la solidarité et l'entraide** pour impulser le processus de construction d'une dyna-

mique fédératrice de toutes les actions communautaires. Elle a impliqué les populations du village évoluant sur place, tout comme les populations migrantes réparties à travers le monde. Les acteurs non étatiques ont aussi mobilisé des animateurs qui mènent des activités de communication et de sensibilisation sur la migration à l'endroit des jeunes, des femmes, des autorités locales, des décideurs et leaders d'opinion, etc.

Ces sensibilisations sont concrétisées par des journées de mobilisation sociale et des causeries dans les villages retenus dans le cadre de ces projets. Pour assurer une meilleure visibilité et vulgarisation des projets, des émissions radio et télé ont été réalisées pour toucher le grand public. **(Suite page 4)**

**Comment
parler aux
migrants
quand on est
journaliste...**

PP. 4-5

↳ Partenaires Ipao

TCHERNO HAMADOU BOULAMA - ALTERNATIVE ESPACES CITOYENS

Alternative espaces citoyens (Aec) organisation de la société civile nigérienne, est partenaire du projet Reporters des frontières aux côtés de la Coaonventionlition de la société civile ivoirienne (Csci), le Centre du commerce international pour le développement (Cecide) de la Guinée et Institute for Media and Society (Imeso) du Nigéria. Responsable du projet Rdf au niveau de Aec, Tcherno Hamadou Boulama parle des actions menées au Niger.

«Le projet Rdf nous a permis de fédérer les acteurs de la migration»

Alternative Espaces Citoyens était déjà connu sur les questions de migration avant d'entrer en partenariat avec l'Institut Panos pour mener le projet Reporters des frontières. Qu'est-ce que ce projet a pu vous apporter de plus ?

Tcherno Hamadou Boulama : Reporters des frontières (Rdf) est d'une importance réelle pour Alternatives. C'est une initiative citoyenne qui nous a permis de fédérer les acteurs nigériens qui travaillent les migrations. Que ce soit l'Association nigérienne de défense des Droits de l'homme (Anddh), les associations de migrants comme le Groupe de réflexion et d'action pour la solution au phénomène d'Immigration (Graspi) ou le Collectif des rapatriés nigériens (Corni) et le Collectif des organisations de défense des Droits de l'homme et de la démocratie (Coddh), nos relations se sont consolidées. Nous cherchons à parler d'une même voix. Dans un autre axe d'intervention, domaine du projet, les productions réalisées par les journalistes de la presse nigérienne sur les migrations ont été d'une bonne qualité. Un prix a même été gagné par un journaliste de la Radio Alternatives. Tout cela fait que quand on parle de droits des migrants aujourd'hui au Niger, on pense de prime abord au combat mené par Alternative.

Ces actions portent-elles au niveau des hommes politiques ?

Nous agissons auprès des hommes politiques, auprès des parlementaires en particulier. Nous organisons d'ailleurs des journées d'information parlementaire avec un regard élargi sur la thématique, en nous focalisant davantage sur les droits des migrants. Chez les journalistes aussi, les formations ont été d'un apport important. Dans

leurs écrits et dans leurs émissions, c'est un autre regard qu'ils posent sur les migrants pour parler de leurs droits et des attitudes des populations locales vis-à-vis d'eux, pour interpeller l'Etat sur les défis de la libre circulation des personnes dans l'espace Cedeao, mais aussi pour mettre l'accent sur les risques liés à l'émigration irrégulière en direction des pays du Nord.

Qu'est-ce qui a amené Alternatives à s'intéresser aux questions de migration ?

Cela remonte à plusieurs années. Des émigrants expulsés de Libye avaient été quasiment abandonnés plusieurs jours dans le parking de l'aéroport International Diiori Hamani, sans aucune assistance. Je me suis intéressé à eux. Notre radio, Alternatives, a donné la parole à certains d'entre eux et tous les médias ont suivi. Cela a commencé à devenir

une affaire nationale et les autorités ont mis en place un comité ad'hoc pour s'occuper de leur acheminement vers leurs régions d'origine. Ceux qui sont restés dans la capitale ont été abandonnés sans aucun soutien, alors même qu'ils sont rentrés sans rien. Outrés par l'attitude du gouvernement, ils ont décidé de s'organiser pour se faire entendre. C'est ainsi qu'est né le Collectif des rapatriés nigériens de Libye (Corli) qui s'est mué plus tard en Collectif des refoulés nigériens (Corni). se sont tournées vers eux.

Depuis lors on a gardé des relations suivies. Nos actions pour les migrants se sont aussi renforcées et à côté de Rdf, nous avons d'autres initiatives transfronta-

lières tout aussi importantes. Le point de départ de notre militantisme pour la défense des droits des migrants commencé après notre participation à la conférence euro-africaine sur les migrations, organisée à Bruxelles en 2006. Nous avons rencontré le Comité inter mouvements auprès des évacués (Cimade) et en sommes sortis renforcés dans les convictions selon lesquelles le combat pour la défense des droits humains doit s'étendre à ceux des migrants.

Comment peut-on juger de l'impact du projet Rdf ?

On peut dire que les journalistes se sont améliorés sur la thématique. Ils la traitent de manière diversifiée et offrent au public une information de meilleure qualité. Les volumes de production ont également augmenté.

Aujourd'hui, le sujet des migrations est plus présent dans les médias, à la hauteur du phénomène des migrants qui transitent dans notre pays. Auparavant les médias en parlaient peu, du fait que le Niger n'est pas un pays d'émigration.

Comment évolue l'élaboration de la politique de migration du Niger ?

Elle s'élabore dans le mauvais sens. Le Niger marche dans la direction indiquée par l'Union européenne et l'Organisation internationale des migrations. Ce sont ces deux structures qui appuient le comité interministériel chargé d'élaborer la stratégie de lutte contre la migration irrégulière. Le rôle prépondérant qu'elles jouent dans la définition de l'agenda et des priori-



«La politique nationale de migration du Niger s'élabore dans le mauvais sens. Le Niger marche dans la direction indiquée par l'Ue et l'Oim»

tés de notre pays dans le domaine migratoire nous fait craindre une non prise en considération des droits des migrants pourtant reconnus par divers instruments internationaux et régionaux.

Le gouvernement nigérien fait fausse route, car au détriment des droits et intérêts de ses citoyens, il semble accepter ou promouvoir les politiques européennes qui sont fondées sur une approche sécuritaire qui vise à servir les intérêts occidentaux d'éradication de la migration irrégulière sans grande considération pour les droits. C est dans la droite ligne du plan d'actions de la Valette.

Tout est fait pour freiner les migrations et les personnes qui travaillent sur cette politique ne sont pas réellement au fait des enjeux autour de cette question. La société civile participe aux discussions, mais il s'agit le plus souvent d'associations cooptées par le gouvernement parce qu'elles sont prêtes à relayer le discours officiel. d'une société civile aux ordres, incapable d'aller à contre-courant de certaines idées. La politique qui se prépare est répressive. Elle va dans le sens des recommandations du sommet de La Valette. ■

↳ Témoignage

STEPHEN AGYEI - EMIGRE GHANEEN DE RETOUR

«Mon odyssée à travers le désert...»

Son histoire recoupe celle de dizaines de milliers d'autres jeunes Africains. Sans perspectives professionnelles satisfaisantes au Ghana, pressé par les contraintes dans une famille aux moyens réduits, il avait pris le chemin de l'émigration irrégulière. Le chemin fut long et difficile, mais il avait pu arriver en Libye... avant un retour au point de départ.

«J'ai 28 ans. Je suis originaire de Brong Ahafo. J'ai fréquenté l'école jusqu'au niveau du Junior High School, ensuite je me suis retrouvé à faire une formation de plâtrier. Je suis le quatrième enfant d'une famille de sept enfants. Ma mère est décédée en 2003 et nous avons commencé à manquer de soutien dans la famille. Quand mon père décéda en 2013, cela a commencé à être plus difficile encore. Je discutais souvent avec certains de mes amis qui se trouvaient en Libye. Ils me disaient qu'il était facile de gagner de l'argent là-bas. J'ai alors commencé alors à penser émigrer. Je me suis mis à économiser et j'ai pu rassembler 1500 Ghana cédis (environ 225 000 F Cfa). Je pensais en avoir assez pour faire face à mon voyage.

(...) Partir n'a pas été difficile. Un jour de 2008, j'ai quitté sans rien dire à personne. Je suis allé au Togo voisin. A Rambo Station, il y avait des bus pour rejoindre Agadez. J'avais payé 39 000 F Cfa. Tout était facile. C'est plutôt à partir d'Agadez que les difficultés ont commencé pour aller en Libye. Notre objectif était d'atteindre Droukou, dernier village entre le Niger et la Libye. On nous a entassés dans des camions. On devait faire au moins 200 dedans. Une des images qu'on montre souvent sur Internet (il montre l'image), avec des hommes et des bagages emmêlés, ressemble beaucoup à notre camion. On savait que le chemin allait nous prendre du temps. On nous l'avait dit. Cela nous a cependant pris deux semaines à errer dans le désert. Parfois le chauffeur perdait son chemin, parfois il fallait se cacher et éviter des patrouilles.

Au Niger j'avais fait des provisions. J'avais acheté du *gari* (*semoule de manioc*). J'avais aussi de l'eau. Seulement, quand notre véhicule s'est perdu et que son moteur s'est mis à chauffer, le conducteur a récupéré l'eau que nous avions pour le mettre dans son radiateur. Il en avait juste gardé une partie qu'un de nos

compagnons de voyage gérait. Toutes les trois heures, nous recevions un bouchon rempli d'eau pour nous désaltérer. C'était devenu tellement difficile que je ne pouvais plus manger le *gari*. Nous nous regroupions entre personnes du même pays pour s'encourager. On échangeait entre communautés, mais les conflits ne manquaient pas non plus.

On a tourné dans le désert, mais on a pu arriver à Droukou. A partir de là, il fallait passer en Lybie. Mais tout mon argent était fini. J'ai dû appeler mon frère au Ghana pour me faire envoyer de l'argent. C'est là que ma famille a su où j'étais parti. Plus précisément où je voulais aller. J'ai passé trois jours à Droukou avant de pouvoir continuer sur Gatron. Vous savez, le chemin est saucissonné. On passe d'une étape à une autre.

Le voyage m'a pris 2 mois pour aller du Ghana en Libye

C'est là que les passeurs sont intervenus. Ils avaient des 4X4 Hilux. Ils faisaient la ronde. Selon leurs allées et venues, on montait à trente-six par véhicule, là où l'espace devait à peine prendre cinq personnes. Cela nous pris trois semaines et cinq jours à attendre notre tour pour partir. Nous avons alors appris la mort de 58 Nigérianes. Elles étaient parties à bord de deux voitures, mais leurs chauffeurs les ont abandonnées. On a rencontré l'une d'elles errant dans les montagnes.

Une fois en Libye, il fallait éviter de passer par les grandes routes pour ne pas tomber sur les patrouilles. On avait des chemins détournés et on se perdait parfois. On a cependant pu atteindre Sebha. Là j'ai passé une semaine et il m'a fallu une semaine de plus pour pouvoir atteindre Tripoli. Finalement, le voyage m'a pris deux mois pour rallier la Lybie à partir du Ghana.

Je suis arrivé à Tripoli au temps



où Khadafi était en vie. Je n'ai jamais pensé continuer vers l'Europe parce que la Libye était ma destination et j'y gagnais ma vie. Je faisais mon travail de plâtrier. En dehors des actes de discrimination et du racisme qu'on rencontrait parfois, tous se passait bien. Je gagnais assez d'argent pour en envoyer à mes frères et prendre en charge l'éducation des enfants.

C'est avec le conflit qui a emporté Khadafi que la situation s'est détériorée. On ne pouvait plus sortir pour aller travailler. J'ai vu des gens mourir de faim ou prendre le risque de sortir et de se faire tuer. J'ai entendu dire que des Africains avaient rejoint les forces de Khadafi pour se battre avec elles, mais je ne les ai ja-

mais vus. On a cependant bombardé nos maisons et là je pense que ce sont les forces américaines qui nous ont touchés.

C'est après la mort de Khadafi qu'on a un jour attaqué notre maison. J'ai sauté du 2^e étage pour me sauver et je me suis cassé le bras. C'est un moment où il n'y avait pratiquement plus de médecins en Lybie. Les hôpitaux étaient abandonnés. J'ai souffert sans soin. J'ai alors décidé de rentrer au Ghana. Je savais que la situation allait empirer. J'avais de l'argent sur moi et je me suis payé le voyage en avion en passant par le Maroc. C'était en janvier 2016.

Aujourd'hui les choses ne se passent bien pour moi au Ghana. Je pense repartir. J'ai des idées. Je n'en parlerai pas... ■

● Page suivante : Parler avec les migrants, une manière de faire...

PARLER AVEC LES MIGRANTS

Rien n'est difficile, c'est juste une manière de faire

L'Ipao gère un «google groupe» pour partager avec ses correspondants et partenaires des réflexions sur des thèmes liés à la couverture des migrations. Un «post» partagé durant ce mois d'août a suscité des réactions parmi les journalistes et organisations de la société civile de différents pays. Nous vous proposons le texte et les réactions.

Dans les formations que nous avons facilitées pour l'Ipao, il a souvent été déclaré, par les confrères, qu'il était difficile de faire parler les migrants. Des expériences de terrain les avaient amenés à faire ce constat. Ce fut le cas d'un Soudanais qui vivait clandestinement à Dakar, dans une situation de grande précarité, en attente de trouver un statut de réfugié. Il refusait de parler de parler aux journalistes de peur de «faire arrêter».

Un autre cas s'est posé en atelier, avec des populations de Thiaroye-sur-mer, un quartier de la banlieue de Dakar. Cette localité de bord de mer est devenue célèbre pour avoir vu une bonne partie de sa jeunesse embarquer dans des pirogues pour se lancer dans l'émigration irrégulière. Quand des journalistes, pendant l'atelier, se sont présentées à ces populations pour les interviewer, leur réponse avait été radicale : «Il faut payer pour qu'on parle. On a vu passer plein de journalistes. Notamment des journalistes des chaînes étrangères. Eux nous ont donné de l'argent. On ne va pas parler pour que vous alliez raconter nos vies. Vous cherchez des informations, nous les vendons...». On sait

«J'ai compris qu'il n'allait pas écrire n'importe quoi.»

tous, au plan éthique, qu'une information ne s'achète pas. Sauf contrainte extrême et pour l'intérêt du public.

Mais les journalistes ont bien «manœuvré». Ils ont fini par payer le thé au groupe et la discussion a pu se mener au bord de la mer.

Une source d'information a toujours un besoin de s'exprimer. Quand elle s'emmure dans le silence, c'est souvent pour un be-



soin de se protéger. C'est là que le journaliste doit témoigner de ses capacités à «briser la glace», à rassurer, à faire preuve d'empathie pour pouvoir entrer dans la vie de la personne, pour la faire parler.

Cette confiance doit se mériter. On a vu des journalistes trahir leur source pour étaler en public ce qui était «off the record». On en a vu dépeindre leur source dans des situations qui portent atteinte à sa dignité. Ou même révéler des informations qui la mettent en danger, elle et ses proches.

Proximité dans la relation

Nous vous proposons ci-dessous l'exemple de Jean-Louis Saporito. Ce dernier a été grand-reporter à la télévision pendant vingt ans, puis a dirigé l'agence de presse Point du Jour de 1988 à 1999. Son travail n'a pas porté sur les migrants, mais

sur des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Il les a rencontrées pour un reportage intitulé «Belles familles», dont l'objectif était de faire «découvrir des familles photographiées en France, chez elles, dans leur caravane ou leur logement précaire, plongées dans la grande pauvreté mais extrêmement vivantes». Cette expérience a été

«Il a été le premier à comprendre la proximité de pensée et d'esprit.»

rééditée dans d'autres pays du monde, sur d'autres continents. Dans son livre *Sourires du Monde*, les personnes qu'il a rencontrées ont accepté de parler de leur expérience avec lui.

Selon Thérèse Ricard, qui a été l'intermédiaire du projet : «On pourra être étonné de ce que disent des gens qui n'avaient pas de langue commune pour communiquer avec Jean-Louis Saporito. Mais nous aussi, qui l'avons accueilli, sommes témoins de l'aisance dans le contact et la proximité dans la relation qu'il a eues avec chacun (...) En le voyant, les gens comprenaient qu'on allait les respecter et s'intéresser à eux pour eux-mêmes, et non pour les caricaturer.»

On vous propose les témoignages des personnes que Saporito a rencontrées. C'est très inspirant dans les rapports qu'un journaliste peut instaurer avec sa source, avec les migrants notamment :

- «J'ai su que je pouvais tout

«Il avait une façon qui faisait qu'on parle avec lui en confiance.»

dire, et cela m'a laissée à l'aise et reposée. Pourtant, avant qu'il vienne, j'avais dit que je ne voulais pas que mon nom paraisse. Mais quand il était là, j'ai compris qu'il n'allait pas écrire n'importe quoi, qu'il n'allait pas forcément tout raconter, qu'il est intéressé par ce qui est bon. »

- «J'étais à l'aise ; ce que j'avais dans le cœur, je l'ai dit.

- «C'est bien que les gens comprennent la vie des pauvres. J'étais contente que mes paroles soient entendues, qu'elles arrivent aux gens.

- «Je serais prête à parler à la télé pour qu'on sache ce que je vis».

- «Il a été le premier à comprendre la proximité de pensée, d'esprit, de mentalité entre maman et moi et que c'était pour cela qu'on se persécutait l'une l'autre.»

- «Il a été le seul qui a pu faire parler maman et qu'elle veuille bien qu'il l'écrive. Parce qu'il avait

une façon qui faisait qu'on parle avec lui en confiance.»

- «C'est le premier que je connais à qui on dit quelque chose et qui le transmet tel quel, sans ajouter, ni retrancher, ni changer, ni changer le ton (sic) avec lequel on l'a dit. C'est comme si c'était nous qui parlions.»

- «J'ai senti qu'il ne fait pas de différences, il aime chacun comme il est, autant que l'autre.»

- «Sur la photo, on voit que j'ai pu faire une maison. Tout ce dont j'avais été privée, j'ai pu l'avoir ; aussi je suis heureuse.»

- «La photo, je la montre avec fierté parce qu'elle nous montre comme des gens très beaux.»

- «J'ai des expériences avec

Les journalistes ne donnent pas ce que tu veux transmettre mais ce qui convient à leur commerce.»

d'autres journalistes, mais pas comme lui. Il a un regard positif, je pouvais être vraie.»

- «Habituellement, je n'ai pas trop confiance dans les journalistes. Si on me paie, on va me faire dire ce qu'on veut, pas ce que je veux. Les journalistes aiment le sensationnel ou ce qui fait choc.»

- «Les journalistes ne donnent pas ce que tu veux transmettre mais ce qui convient à leur commerce.»

- «Une fois il y en a une qui est venue disant qu'elle était une stagiaire de l'Université (et c'était faux). Elle a écrit dans le journal que je déteste mon fils pour des questions d'argent et que lui aussi, il me déteste. Qu'il se drogue avec des piqûres, alors que je ne l'avais pas dit. J'aurais voulu la tuer.»

- «Une journaliste est venue disant qu'elle faisait un reportage. On a convenu qu'elle ne ferait pas de photos pour qu'on ne me reconnaisse pas. A un moment, elle a posé discrètement à côté d'elle une petite caméra et s'est mise à la manipuler. Moi, je l'ai attrapée et je l'ai cassée.»

Les journalistes intéressés offrent de l'argent, alors ils font ce qu'ils veulent et ils gagnent beaucoup d'argent sur notre dos.»■

Références

- Jean-Louis Saporito, *Belles familles*, Éd. les Arènes, Paris, 2002, 82 pages.

Jean-Louis Saporito, *Sourires du Monde*, Éd. les Arènes, Paris, 2007, 144 pages.

Les réactions des journalistes de Rdf



Des migrants dans des foyers parisiens.



Ibrahim Manzo Diallo – Agadez : «C'est tout à fait comme pour nous à Agadez. Les passeurs et les migrants pensent que nous travaillons pour la police. Ils refusent de parler et exigent parfois en contrepartie de l'argent. Ils nous disent ceci : «Nous on ne mange pas déontologie.»

Codou Loume – Oxyjeune, une radio de Dakar : «Au début c'est souvent difficile, mais il faut user d'astuces pour arriver à les faire parler

Insa Sagna, Rail bi Fm, une radio communautaire dans la banlieue de Dakar : «J'ai plus ou moins vécu le problème avec des migrants de Thiarye-sur-mer, un village de pêcheur à Pikine, vers les années 2005, avec le phénomène «Barca wala Barsaq» (Ndlr : Barcelone ou la mort). J'ai voulu avoir des témoignages oraux dans le cadre du projet de Panos. Dieu sait que ça n'a pas été facile de faire parler les migrants. Finalement ils se sont décidés, à condition que leur plaidoyer soit accepté dans la production.»

Mouctar Diallo : «Je pense que ce n'est pas difficile de faire parler les migrants. Il faut seulement être dans leur peau. Quand vous montrez que vous avez de la sympathie pour quelqu'un qui est en détresse, il va vous écouter et parler. Comme on le dit, c'est le savoir faire qui compte.»

Sériba Koné, Côte d'Ivoire : «Si je prends le cas de la communauté peulh qui élève des troupeaux dans des pays autres que les leurs, ils s'ouvrent aux journalistes. Surtout, quand il s'agit des conflits qui surviennent entre eux et certains agriculteurs dont les productions sont souvent détruites par leur bétail. En témoigne le conflit intercommunautaire de Bouna (Côte d'Ivoire), les 24 et 25 mars 2016. Je m'y suis rendu en juillet pour un reportage. Il suffit d'aller voir sur «Grand reportage Bouna» dans Google recherche et vous serez édifié.»

Tcherno Hamadou Boulama, Directeur des programmes d'Alternatives espace citoyen : «J'abonde aussi dans le sens de ceux qui disent que les migrants essaient souvent de monnayer leurs paroles. J'ai vécu ce cas, il y a deux ans, lors d'une visite de migrants en transit, dans nos bureaux. Après des échanges sur ce que nous faisons, j'ai voulu recueillir quelques témoignages sur les difficultés de parcours. Ils m'ont dit sèchement : «tu donnes combien ?»

C'est vrai aussi que les migrants en partance se méfient des journalistes ; ils estiment que la médiatisation de leur situation les expose à la traque. A Agadez, il est arrivé que le passage des journalistes dans les ghettos soit suivi d'une descente de la police ; vous ne pouvez donc pas empêcher les victimes de faire un lien entre le passage du journaliste et la découverte de leur cachette par la police.

Généralement, ce sont les migrants de retour qui sont les plus collaboratifs avec les journalistes ; ils ont une envie brûlante de partager les souffrances vécues dans les villes d'accueil et les tracasseries pendant le voyage retour.»■

Pour établir le lien entre migration et développement

Suite de la page 1 - Dans le cadre de la gestion des dynamiques communautaires face aux phénomènes migratoires, les organisations poursuivent des objectifs bien déterminés. Entre autres, leurs réalisations ont permis d'appuyer les dynamiques communautaires pour l'intégration des initiatives de développement des migrants, mais aussi pour renforcer le rôle actif des populations à la base dans le cadre du développement local impliquant les phénomènes migratoires.

Les actions de sensibilisation des jeunes candidats à l'émigration irrégulière sont amplement développées. Elles tendent à les maintenir dans leur terroir, en leur offrant des possibilités de s'investir dans des activités productives. Les résultats ont montré l'importance des actions de renforcement de capacités menées par les acteurs non étatiques en faveur des organisations communautaires. Que ce soit les différentes associations, les entités organisées des groupements de femmes et de jeunes, dans la lutte contre les phénomènes migratoires.

L'intégration des initiatives des migrants, dans le cadre des dynamiques communautaires, a permis d'impulser un véritable développement local s'appuyant sur l'accompagnement des Associations de migrants dans la réalisation de projets socio-économiques au sein des terroirs d'origine. Le plaidoyer et l'établissement de partenariat actif avec les institutionnels, les collectivités locales, les associations de migrants, les organisations de la société civile, pour renforcer le rôle des migrants dans le développement local, constituent des leviers pour établir le véritable lien entre migration et développement.

De surcroît la formation des animateurs en techniques de communication et de sensibilisation, ainsi que l'exploitation de périmètre, la production et la commercialisation de produits locaux, de même que la formation qualifiante, constituent des techniques certaines utilisées par les acteurs non étatiques.

Les initiatives entreprises par les acteurs non étatiques dans le cadre de leur participation aux politiques publiques, particulièrement celles relatives aux questions migratoires, ne sont pas sans effets. Les initiatives entreprises par les acteurs non étatiques ont permis de bien noter l'apport des migrants dans le Pib national. Elles ont aussi permis de relever la capacité d'analyse des Osc pour dépasser les orientations de l'Union européenne circonscrites autour de la gestion des flux migratoires. On note par ailleurs un meilleur accès aux services sociaux de base en faveur des populations locales, facilité par l'apport des migrants, de même qu'un renforcement du rôle actif et du pouvoir économique et politique des migrants ayant pu accéder à des instances de décisions aux niveaux local, régional et national, etc.

Les acteurs non étatiques intervenant sur la migration rencontrent des obstacles dans la mise en œuvre des projets de développement. Il en est ainsi du problème de la présence d'une pluralité d'acteurs sur le terrain, ayant parfois des intérêts divergents. Des contraintes liées à l'arbitrage pour trouver un consensus dans l'acceptation de certains projets sociaux (emplacement de certaines infrastructures par exemple), à l'intégration de la dynamique inter villageoise et aux réalités socioculturelles pesantes constituent des freins à l'exécution de certaines initiatives portées par les migrants.

On note, par ailleurs, des phénomènes migratoires influant sur les rôles et les fonctions traditionnels, face à l'émergence d'un nouveau leadership local. L'accès à des instances de décisions en faveur des migrants ayant un pouvoir économique reconnu, mais également la faiblesse des appuis aux projets productifs des migrants nécessitent un accompagnement spécifique pour l'entreprenariat privé individuel, source de création d'emplois structurés et de richesses locales.

Toujours dans le cadre des difficultés rencontrées par les acteurs non étatiques, on peut relever le manque de synergie des actions développées et le manque de cadre de concertation favorisant des échanges et

des prises de décisions entre les acteurs non étatiques et les acteurs étatiques. Il faut mentionner la dispersion des interlocuteurs politiques au plan institutionnel pour la gestion de la migration, ainsi que l'insuffisance de moyens à laquelle les services publics nationaux et structures décentralisés sont confrontés.

Parmi les mécanismes de financement mis à contribution par les acteurs non étatiques dans la prise en compte des dynamiques communautaires face aux phénomènes migratoires, on peut relever l'apport des migrants à travers la contribution de leurs associations, les contributions diverses des populations locales, l'apport des collectivités locales, la contribution des acteurs non étatiques eux-mêmes, la contrepartie de l'Etat ainsi que le financement provenant des partenaires du Nord comme les projets financés par l'Union européenne, les collectivités décentralisées du Nord travaillant avec la Diaspora et la coopération bilatérale.

Les acteurs non étatiques pensent qu'une amélioration se fait sentir.

Une nouvelle tendance de la féminisation de la migration se dessine, avec la présence de femmes candidates à l'émigration. Elles sont victimes de violences multiformes.

On note une évolution du phénomène avec une nouvelle tendance dans l'analyse de la migration. On remarque aussi une apparition de nouveaux acteurs dans la thématique migration-/développement. Mais on enregistre aussi une faible maîtrise des questions migratoires, entraînant une certaine dispersion de ces acteurs poussés à travailler le plus souvent sur la base d'orientations dictées par certains partenaires au déve-

loppement.

Dans un autre registre, les acteurs non étatiques constatent une vision réductrice du champ d'intervention circonscrit autour de la lutte contre « l'émigration clandestine », comme une opportunité de « capture » de financements extérieurs mais aussi une nécessité de rétablir la vérité sur les liens entre la migration, l'approche Droits, les questions de mobilité, de libre circulation des personnes et des biens, les migrations de main d'œuvre et l'importance des migrations intra-africaines, principales zones de destination des professionnels sénégalais et africains du secteur informel : commerçants, artisans, producteurs etc.

Par ailleurs, une nouvelle tendance de la féminisation de la migration se dessine, avec la présence de femmes candidates à l'émigration. Elles sont victimes d'expulsions, de sévices, de violences multiformes et de rétention dans les zones de transit. De même qu'on note une apparition de nouvelles formes de migrations mobilisant des jeunes frappés par le désespoir dans les grands centres urbains, au risque de leurs vies. Cependant, une prise en compte plus globale des questions migratoires intégrant les migrants, les réfugiés et demandeurs d'asile, à travers la présence de fortes communautés africaines au Sénégal, et la réalité de l'existence de foyers de tensions, conflits et guerres dans des pays limitrophes, ont été constatés par les acteurs non étatiques.

La participation des acteurs non étatiques dans les dynamiques communautaires, face aux phénomènes migratoires, constitue une bonne initiative, dans la mesure où elle a permis de mieux connaître les causes et les conséquences du phénomène migratoire, de faciliter les échanges entre les acteurs potentiels autour de zones communes d'intervention et de réfléchir sur des perspectives de travail. Les expériences qu'ils ont développées ont permis d'apporter des réponses et des alternatives face à la problématique de l'emploi des jeunes dans certaines zones d'émigration.

Un processus est certes lancé avec les acteurs non étatiques, mais il reste beaucoup à faire, aussi bien dans la sensibilisation que dans l'appui à apporter aux potentiels candidats à l'émigration, pour leur permettre de rester et vivre dignement dans leur pays.

Mme Fatimata SY

Directrice Vie associative de l'Union pour la solidarité et l'entraide (Sénégal)

↳ Flux financiers

TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS

Le Sénégal aligne 1042 milliards

Le 1er forum de la diaspora sénégalaise s'est tenu du 23 au 25 juillet dernier à Guissona, en Espagne. Les travaux ont été axés sur l'investissement et l'habitat. Le Directeur de la promotion des investissements, Abdoulaye Ly, en a profité pour souligner que «les transferts de fonds de la diaspora ont atteint, selon les statistiques officielles, 1042 milliards de francs Cfa. Mais les institutions spécialisées considèrent que ce chiffre est en deçà de la réalité au regard des voies informelles qui sont très utilisées».

Au-delà de cette contribution financière à l'économie sénégalaise, la diaspora sénégalaise se caractérise aussi par son expertise. Elle se frotte «aux meilleures pratiques agricoles, aux meilleures techniques de production en général et aux process les plus aboutis en matière d'ingénierie de travail. Cela est un acquis pour le Sénégal qu'il faut intégrer dans la stratégie d'inclusion des membres de la diaspora. Malheureusement, il n'est pas fréquent de voir des res-

tissants sénégalais venir réaliser une masse importante d'investissements. Il faudrait également corriger cela».

Pour M. Ly il faudrait aussi se montrer prévenant contre une forme d'évasion des fonds des migrants. En effet, «une proportion des fonds de la diaspora repart à l'étranger sous l'effet de la porosité des frontières. L'intégration économique est une chose positive, mais le but du Sénégal, nonobstant l'intégration économique, c'est de faire protéger ses ressources internes. Dans les régions périphériques du Sénégal comme le Fouta, le Sénégal Oriental, il y a une part de ses ressources qui repart à l'étranger pour l'achat de bien de consommations incompressibles comme le riz, l'huile, le sucre ou différents produits. Ces ressources de la diaspora, à priori destinées à équilibrer notre balance de paiement, nous échappent de plus en plus du fait de l'importation des produits étrangers à partir des ressources de la diaspora». ■

↳ Politique migratoire

L'Ue étend son appui au Niger

Le Conseil des Affaires étrangère de l'Union européenne a voté une extension de sa mission au Niger jusqu'en juillet 2018, en vue de combattre l'émigration illégale. Les ministres européens ont ainsi décidé d'accorder à Niamey un budget de 26,3 millions d'euros pour la période de juillet 2016 à juillet 2017.

Le Conseil a aussi adapté la mission d'assistance aux autorités et aux forces de sécurité nigériennes pour développer des politiques, des techniques et des procédures en vue d'un meilleur

contrôle et d'un combat plus efficace contre les migrations irrégulières. Déjà en 2015, le Conseil avait doublé le budget de la mission pour un an, en vue d'aider au renforcement des opérations destinées à un engagement plus fort de Niamey et à une présence permanente à Agadez, point de transit des migrants vers la Libye ou vers l'Algérie, en direction de l'Europe.

La mission d'appui de l'Union européenne au Niger a été lancée en 2012, en vue de renforcer les capacités des forces de sécurité. ■



NATIONS UNIES

Le Forum mondial de Dhaka se prépare

Le siège des Nations Unies à New York a servi de cadre, le 19 juillet 2016, à un atelier thématique sur «La migration pour la paix, la stabilité et la croissance». Il a été organisé dans la perspective du 9ème Forum mondial pour la migration et le développement (Fmmd), prévu en décembre prochain à Dhaka, au Bangladesh. Les débats ont mis l'accent sur la problématique de la gouvernance de la migration dans le monde et ont porté sur des sous-thèmes comme «Les migrants dans les crises» ou «Les institutions et les processus de migration sûre». Ses résultats alimenteront les préparatifs des assises de Dhaka.

A New York on a noté la participation du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, Peter Sutherland, de la directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations, de la directrice de l'Onu-femmes et du directeur général du Bureau international du travail (Bit) qui a centré son intervention sur les préoccupations liées à l'accès aux marchés du travail pour les migrants.

Membre de la Mission permanente de la Guinée en Suisse, Aboubacar Cissé a participé à cette rencontre pour noter que très souvent «des ressortissants guinéens sont victimes de répressions, d'arrestations parfois arbitraires, et régulièrement

frappés d'expulsion dans des pays d'accueil. Plusieurs dizaines de nos compatriotes, par exemple, viennent d'être expulsés par un de nos pays voisins, mais aussi de Libye (...). Nous avons l'impression que la Convention sur le respect et la protection des Droits de l'homme des migrants dont nous sommes tous signataires, mais également le travail de qualité du Fmmd que nous apprécions ne sont que de vœux pieux». Et d'ajouter : «Comment, dans ce cas, un pays dont les ressortissants sont régulièrement victimes des genres de traitements que je viens d'évoquer, peut être motivé à continuer d'appliquer la politique d'ouverture comme celle que la République de Guinée respecte depuis toujours en tant que terre d'asile où il fut des périodes où un dixième de sa population était constitué de réfugiés?»

Au moment où se déroulait cet atelier sur la migration aux Nations Unies, un forum se tenait sur les mêmes lieux sur la mise en œuvre des Objectifs du développement durable qui intègrent la question fondamentale de la migration et des migrants. Par ailleurs, une réunion de haut niveau est annoncée pour le 19 septembre prochain, à New York, sur «les déplacements massifs des réfugiés et des migrants dans le monde».

■ Tenez-vous au courant de ce que nous faisons !

Site institutionnel : www.panos-ao.org

Site du projet : www.reportersdesfrontieres.org

■ Nos partenaires dans le projet Migration

Côte d'Ivoire : Convention de la Société Civile Ivoirienne (Csci)

Guinée : Centre du Commerce International pour le Développement (Cecide)

Niger : Alternative Espaces Citoyens (Aec) Sénégal : Rencontre africaine pour la défense des Droits de l'homme (Raddho)

Ghana : Ghana Community Radio Network (Gcrn) Nigeria : Institute for Media and Society (Imesó)

Reporters des frontières

Vers un réseau de journalistes africains, professionnels et citoyens, spécialisés sur les questions migratoires. Un projet de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest financé par l'Union Européenne.

Editeur : Institut Panos Afrique de l'Ouest

Coordinateur : Tidiane Kassé

Chef du projet Reporters des frontières

Maquette & Mise en page : Alioune Badara Kassé

Adresse : 6, rue Calmette - BP : 21132 - Dakar-Ponty (Dakar, Sénégal)

Tél. : (+221) 33 849 16 66 - Fax : (+221) 33 822 17 61

Email : info@panos-ao.org

FORUM SOCIAL MONDIAL DES MIGRATIONS

Ainsi commence une injustice qui durera toute notre vie



LA 7^e ÉDITION du Forum Social Mondial des Migrations s'est tenue à São Paulo, au Brésil, sur le thème « *Les migrants porteurs d'alternatives face au désordre et à la crise globale du capital* ». Plus de 3 600 participants venus de 57 pays se sont donnés rendez-vous dans la capitale économique brésilienne. Une vingtaine de réunions plénières et plus de 160 ateliers autogérés ont permis d'approfondir les enjeux clés de la problématique migratoire, parmi lesquels l'axe de travail « Droit à la ville, inclusion sociale et citoyenneté des migrant(e)s ».

Bien qu'inclut à part entière dans le processus du Fsm, le Forum Social Mondial des Migrations a pour particularité d'être un espace de rencontre des migrants et des acteurs sociaux travaillant dans le domaine de la migration. Ce forum a émergé également à Porto Alegre, au Brésil, en 2005. La migration est devenue au fil des années une lutte existentielle pour des milliards d'individus sur notre planète et en soi nécessite un forum spécialement dédié. Face à la libre circulation des biens et services défendue par l'Organisation mondiale du commerce et les institutions financières internationales (Banque mondiale, Fmi), la liberté de circulation des personnes ne trouve pas autant d'échos au niveau des enceintes officielles internationales. Il appartenait donc aux citoyens du monde globalisé, victimes des injustices liées à la migration, de créer leur propre espace pour réfléchir à leur sort et lancer des actions pour l'avènement d'alternatives au système

de gestion actuelle de la mobilité humaine.

Malgré la crise et le chômage ambiant, les Brésiliens se sont mobilisés pour accueillir cette septième édition du Forum social mondial des migrations. De l'aéroport de Guarulhos au Centro Esportivo de Lazer Tieté en passant par le secrétariat technique du Forum à Tatuapé, ce sont de nombreux volontaires, jeunes et vieux, issus de toutes les cultures métissées du Brésil qui vous accueillent. Ils sont nippon-brésilien, afro-brésilien, italo-brésilien, libano-brésilien, portuguo-brésilien. Mais malgré la fierté qu'ils ont de leur origine, ils se réclament avant tout Brésiliens et même mieux « *Paulistas* ».

L'appartenance à cette ville de Sao Paulo est un élément de leur identité. Les habitués du Brésil savent la lutte de leadership toujours présente entre les « *Paulistas* », les habitants de Sao Paulo, et les « *Cariocas* », les habitants de Rio de Janeiro. Pour bien marquer la spécificité et le sens de l'accueil de sa ville, le maire de Sao Paulo a ouvert les portes de la *Prefeitura de Sao Paulo* à la délégation internationale participant au Forum.

Libano-brésilien, *Fernando Haddad*, fait parti de cette seconde génération de migrants qui donne toute sa couleur à la ville de Sao Paulo. Dans son discours à l'endroit des délégués des différents pays participants au Forum Social Mondial des Migrations, il a tenu à rappeler l'histoire de son père, immigrant libanais, arrivé à Sao Paulo dans les années 1930. L'accueil

et les facilités offertes par le Brésil lui ont permis de s'intégrer aisément et à son fils de devenir maire de Sao Paulo. Cela peut être un exemple pour bien des pays où même après plusieurs générations d'installation, les migrants n'ont pas la possibilité de briguer des postes d'importance. Les débats soulevés par la récente élection de Sadiq Khan, britannique d'origine pakistanaise, à la mairie de Londres, en sont la preuve. Fernando Haddad, fils de migrant, dirige ainsi la ville la plus importante de toute l'Amérique latine aux niveaux économique et financier.

Signifier notre différence

Avec ses douze millions d'habitants, Sao Paulo compte la plus grande communauté italienne vivant hors d'Italie, la plus grande communauté japonaise vivant hors du Japon et la plus grande communauté libanaise vivant hors du Liban. Ces communautés, installées à Sao Paulo depuis près d'un siècle, font parties intégrantes de la vie sociale. Ces dernières années ont vu arriver sur la ville de nouvelles vagues de migration attirées par les progrès sociaux au Brésil. Ainsi des Boliviens, des Chiliens, des Péruviens, des Argentins, des Haïtiens pour l'Amérique latine et des Angolais, des Cap Verdiens et des Bissau-Guinéens pour l'Afrique sont venus apporter leur diversité à cette ville. Les crises récentes en Europe ont eu pour conséquence également l'arrivée de nouveaux immigrants européens et d'immigrants des pays d'Afrique francophone et anglophone

qui se sont détournés de l'Europe et de ses politiques migratoires mortifères. L'hospitalité brésilienne, terre d'immigration depuis le XV^e siècle avec l'arrivée des premiers migrants portugais et le développement par la suite de la traite négrière, est toujours d'actualité.

Cependant l'influence des politiques européennes d'immigration est de plus en plus perceptible avec de nouvelles restrictions imposées depuis cette année à l'entrée des migrants au Brésil, en particulier ceux venant d'Afrique. Pour ne citer qu'un petit exemple, les Africains issus de pays dits pauvres et sous développés, se rendant au Forum social mondial des migrations ont du payer chacun un visa de 80 euros (55 000 F Cfa), en plus de leur billet d'avion, alors que les Européens n'avait pas besoin de visa. Une injustice migratoire qui certes n'étonne plus dans un monde où en fonction du pays ou du continent où l'on naît, on se voit automatiquement attribuer une étoile jaune pour signifier votre différence. Ainsi commence une injustice qui durera toute votre vie.

Tel est le message que la petite délégation africaine, présente à Sao Paulo, a tenu à partager avec les participants de ce septième Forum social mondial des Migrations tout au long des quatre jours de conférences, d'ateliers et d'échanges sur les alternatives pour une liberté de circulation effective pour tous.

Samir ABI
(*visionsolidaires.com*)